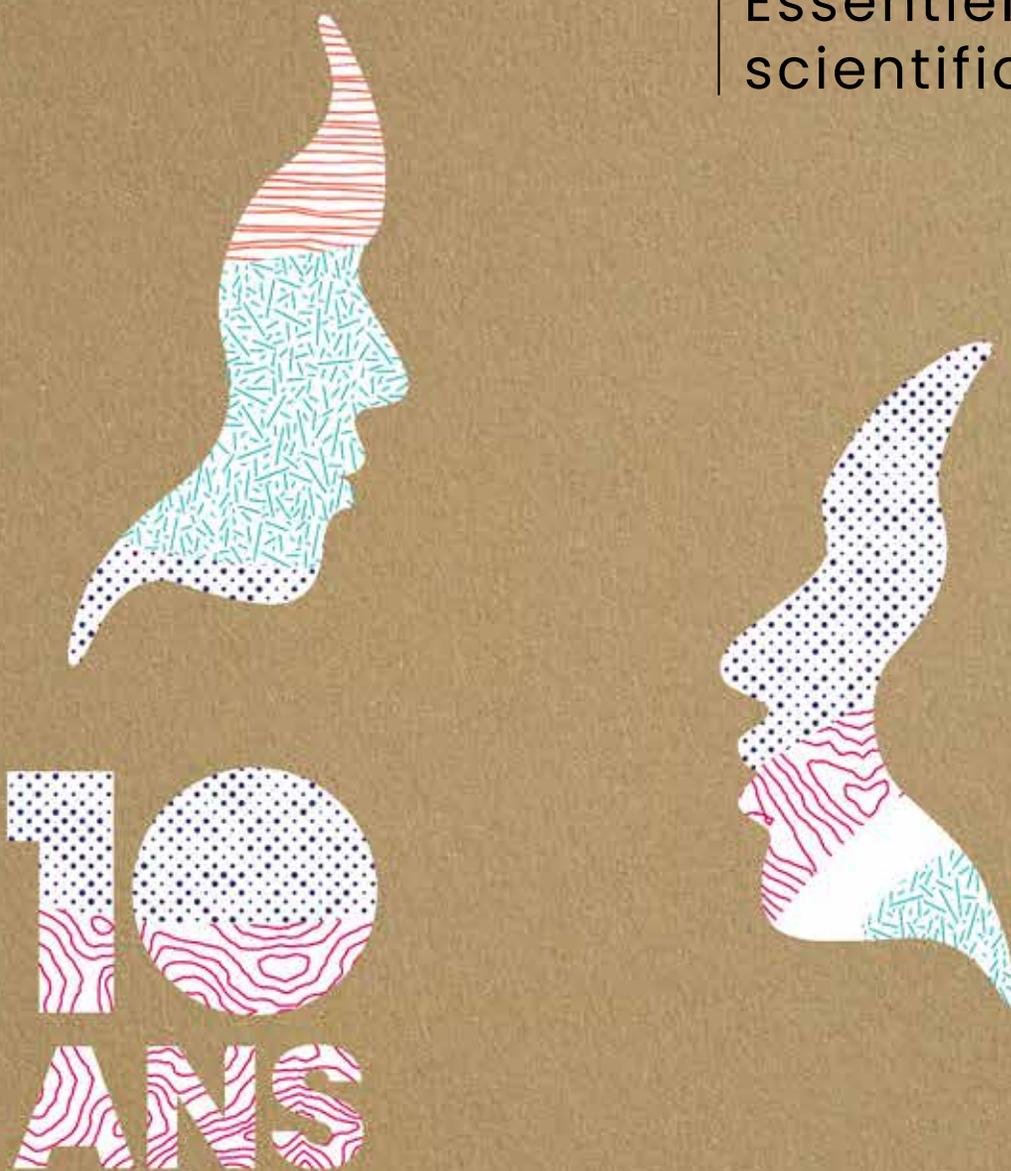


Essentiel
scientifique

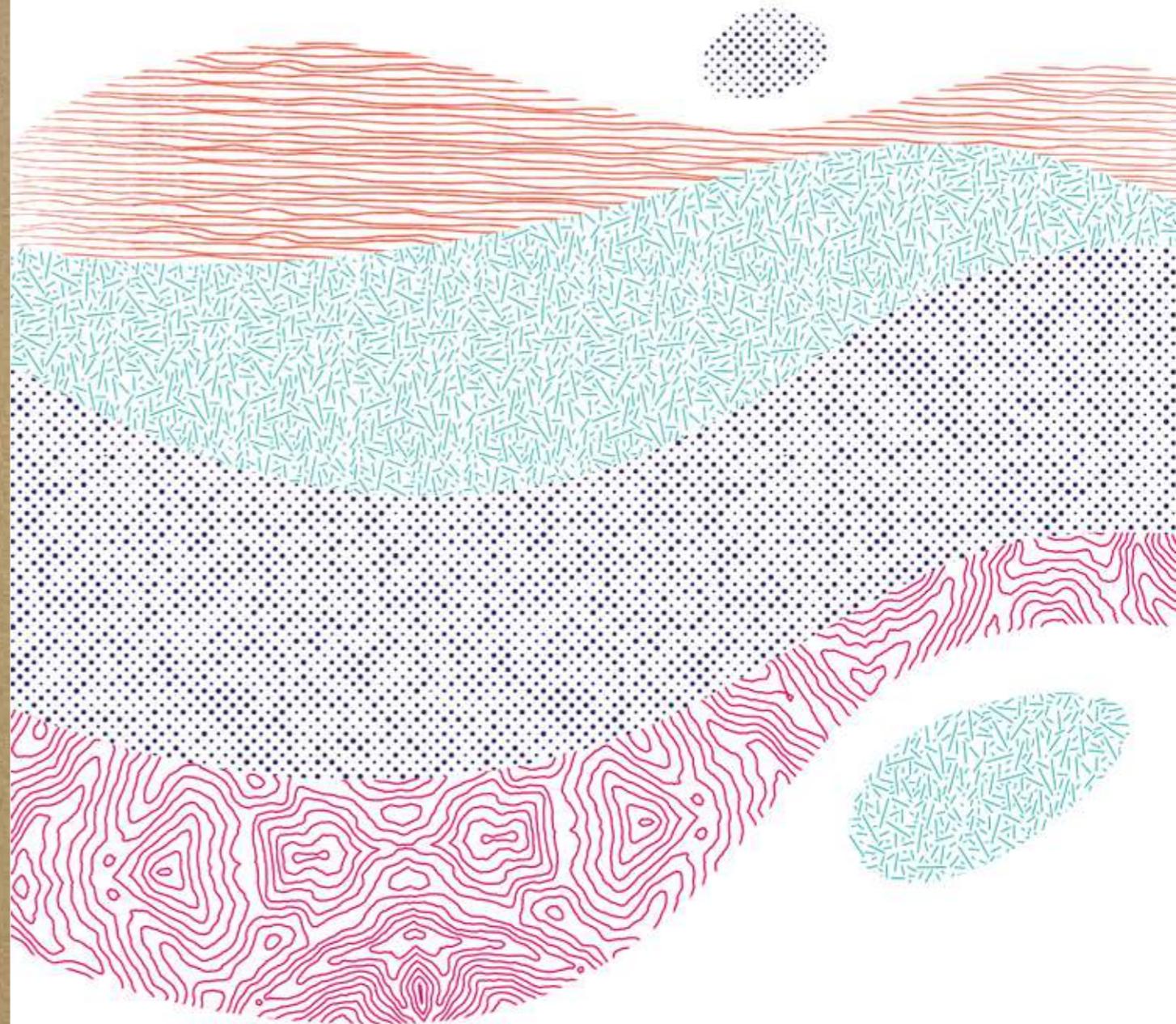


DE RECHERCHE
AU CŒUR DES
VULNÉRABILITÉS

FONDATION
croix-rouge française



Pour la recherche humanitaire et sociale



FONDATION
croix-rouge française



| Pour la recherche humanitaire et sociale

3

Risques & catastrophes



Risques & catastrophes

13

recherches soutenues

9

territoires



Inscrites au cœur du mandat des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la prévention et la réponse aux catastrophes sont un enjeu humanitaire contemporain majeur du fait notamment des changements climatiques. Mais les catastrophes sont avant tout des phénomènes sociaux et politiques, qu'il importe de mieux comprendre afin de repenser les modalités d'action, et la réponse apportée aux populations touchées.

UN ENJEU HUMANITAIRE

Les catastrophes peuvent avoir des effets dévastateurs sur les personnes et les communautés. La fréquence, la complexité et la gravité des effets vont probablement augmenter dans l'avenir du fait de facteurs tels que les changements climatiques, les déplacements, les conflits, l'urbanisation rapide et non planifiée, les aléas technologiques et les urgences de santé publique. À cela s'ajoutent la complexité croissante des contextes, les pays frappés par une catastrophe associée à des aléas naturels pouvant être touchés simultanément par un conflit ou par un déplacement de grande ampleur¹.

Selon la *World Disasters Report 2022*², l'augmentation des catastrophes est en grande partie due aux événements climatiques et météorologiques extrêmes. Ce rapport met également en lumière l'impact de la pandémie de COVID-19 sur de nombreux pays déjà soumis aux cyclones, aux inondations, aux sécheresses ou aux vagues de chaleur. Des phénomènes qui ne sont pas isolés et qui, cumulés à l'échelle locale, augmentent les vulnérabilités des populations. Les catastrophes naturelles et les conflits peuvent ainsi se renforcer mutuellement, notamment parce que les pays en situation de fragilité, de conflit et de violence sont souvent confrontés à des risques accrus de catastrophes en raison d'un affaiblissement des capacités gouvernementales ; par ailleurs, les risques de catastrophe peuvent exacerber des tensions déjà présentes, intensifiant le risque de violence³.

Au-delà des sciences dites dures, qui éclairent notre compréhension des phénomènes climatiques ou météorologiques, les sciences humaines et sociales sont ainsi indispensables pour améliorer la compréhension de la gestion des catastrophes mais aussi des capacités de résilience des populations. En effet, « l'évènement climatique ou géologique ne devient une catastrophe que quand des humains se trouvent sur son chemin et en sont affectés »⁴. Ainsi, parce que la catastrophe est avant tout le produit de vulnérabilités sociales, elle ne saurait être contrée qu'avec de seules réponses techniques.

Pour améliorer la compréhension et la réponse aux catastrophes, les sociologues analysent ainsi leurs conséquences sur la cohésion sociale ou encore la santé

mentale. Les anthropologues, eux, nous éclairent sur les systèmes de croyances et les pratiques culturelles qui influencent la perception des risques et la réponse aux catastrophes. La Fondation soutient donc depuis des années des chercheurs en sciences humaines et sociales pour apporter de nouveaux éclairages, ouvrir des pistes d'actions concrètes, mais aussi engager des réflexions sur les politiques publiques et l'importance de la compréhension du contexte local.

Comment favoriser concrètement la résilience des populations de l'île de La Réunion aux cyclones, quelles actions mettre en place et sous quelles formes ?

Quels soutiens humanitaires permettent aux populations de sortir du piège de pauvreté au Niger après une inondation ?

Quels sont les effets des îlots de chaleur urbains sur la santé des populations en Côte d'Ivoire ?

Quelles sont les perceptions des risques de crue par les réfugiés syriens et par la population hôte au Liban ?

Que nous racontent les populations oubliées, invisibles, pauvres, laissées pour compte des catastrophes et des risques ?

MIEUX COMPRENDRE

1. LES DIMENSIONS SOCIO-POLITIQUES DES CATASTROPHES

Les impacts des changements climatiques sur l'humanité sont une réalité déjà perceptible et une menace planétaire. Depuis plusieurs décennies, on observe une augmentation du nombre de catastrophes, avec un plus grand nombre de cyclones, de vagues de chaleur ou de précipitations abondantes. Mais ces phénomènes naturels sont aussi et avant tout des phénomènes sociaux.

Afin de renforcer la résilience des populations, il est indispensable de mieux comprendre les caractéristiques socioculturelles des territoires concernés. C'est dans ce contexte que s'inscrit la recherche menée par le géographe **Adam ABDOU ALOU** en 2021 au Niger, où les inondations se situent en deuxième

position des catastrophes naturelles les plus importantes, après les sécheresses. À Niamey, elles affectent surtout le cinquième arrondissement communal situé sur la rive droite du fleuve Niger. À partir de nombreux entretiens et d'enquêtes de terrain, le chercheur démontre que les inondations, combinées aux autres facteurs de vulnérabilités de la population, les poussent ou les maintiennent dans des « pièges de pauvreté ».

Son étude s'intéresse également aux actions d'accompagnement menées depuis 2012 par les pouvoirs publics et les acteurs humanitaires. Elle met en évidence que les réponses qui ne s'appuient pas sur les connaissances locales et les besoins réels de la population ne permettent pas à cette dernière de sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de développer ses capacités de résilience. La recherche va plus loin et pointe en parallèle les risques sociaux engendrés par l'aide humanitaire qui peut créer de nouvelles vulnérabilités socio-économiques des populations, comme c'est le cas des programmes de relocalisation en zone plus sûre.

À la question posée :
Si aujourd'hui l'État, avec l'appui des ONG, vous propose une relocalisation sur un site sûr et bien aménagé ?



Résultats issus des données recueillies par le chercheur Adam ABDOU ALOU



Adam ABDOU ALOU
Docteur en géographie

Au moment où les autorités nous ont conduits sur le site de Séno, il n'y avait pas d'eau, d'électricité et d'établissements scolaires pour nos enfants. On nous vendait respectivement le bidon de 25 litres et le tonneau d'eau à 125 et 1000 FCFA (soit 0,19 et 1,53€). Or, le même bidon d'eau de 25 litres se vend à 25 FCFA (soit 0,038€) et le tonneau d'eau à 200 FCFA (soit 0,31€) au niveau des autres quartiers de la ville. Cette situation a obligé la plupart d'entre nous à revenir en zone inondable malgré le fait que chaque famille ait eu une parcelle de 200 m² sur ce site. »⁵

Témoignage issu des entretiens menés par le chercheur Adam ABDOU ALOU

Dans une autre partie du monde, **Annabelle MOATTY** a étudié en 2020 la reconstruction sur l'île de Saint-Martin, à la suite du passage du cyclone Irma en 2017. Son travail interroge notamment les injonctions issues du courant « *build back better* » qui s'est imposé ces dernières décennies. Celui-ci considère que ces périodes de reconstruction à la suite de catastrophes peuvent être des « fenêtres d'opportunité » pour renforcer l'adaptation et la résilience des sociétés. Ainsi, son travail questionne cette dimension « éthique et préventive » de la reconstruction en proposant une analyse des vulnérabilités de l'île couplée à l'étude des mécanismes de solidarité spontanée, notamment chez les adolescents.



Annabelle MOATTY
Docteure en géographie et en aménagement du territoire

Dans une période post-catastrophe, la recherche permet d'analyser les blocages et les leviers d'action qui sont aux origines de l'ouverture et de la fermeture de la « fenêtre d'opportunité » de la reconstruction. L'idée est de comprendre dans quelle mesure les mécanismes de solidarité permettent d'améliorer la résilience, c'est-à-dire la capacité à faire face à la catastrophe, à rebondir et à se réorganiser. »⁶

Témoignage issu des entretiens menés par la chercheuse Annabelle MOATTY

Les résultats de cette recherche révèlent une accumulation des vulnérabilités structurelles, organisationnelles et socio-économiques qui ont amplifié les impacts de l'aléa climatique. Ils montrent aussi les limites d'une reconstruction prometteuse, et la réactivation de conflits latents cristallisés autour des inégalités territoriales et du développement économique. L'île connaît aujourd'hui de fortes tensions sociales. En parallèle, Annabelle MOATTY met en lumière les réactions spontanées de solidarité qui ont impliqué de nombreux adolescents. Son travail plaide pour l'élaboration d'outils pédagogiques et la coopération avec des structures associatives existantes afin d'encadrer et de valoriser la solidarité des jeunes et le lien social dans le processus de gestion des risques et des catastrophes.

La géographe **Maimouna YMBA** explore la dimension sociopolitique des catastrophes dans l'étude des effets des îlots de chaleur urbains (ICU) sur la santé des populations qu'elle a menée en 2022 en Côte d'Ivoire. Son enquête épidémiologique sur un échantillon de 1066 personnes vivant à Abidjan permet d'identifier les quartiers les plus à risque et les conséquences sociosanitaires des ICU pour les populations qui y vivent. Les résultats de cette recherche révèlent le lien entre la forte densité du bâti, le risque d'ICU et la santé des habitants : fortes migraines, extrême fatigue, toux sèches, vertiges, pertes de connaissances et douleurs à la poitrine. Maimouna YMBA met en avant des pistes pour la résilience urbaine telles que la revégétalisation, le développement de système d'alerte précoce ou l'application de normes et de standards de construction. Elle précise enfin que la gestion des ordures ménagères et le renforcement de l'assainissement des eaux usées doivent être une priorité dans les débats opérationnels.

Cette dimension environnementale et systémique des catastrophes a par ailleurs été explorée en 2019 par le géographe **Djiby SAMBOU** dans une étude sur la résilience socioécologique des communautés vulnérables du delta du fleuve Sénégal. Le chercheur y met à jour la faiblesse des capacités de prédiction, d'alerte, de réponse et de relèvement tant au niveau des communautés sinistrées que des autorités. Par ailleurs, en remettant en question le concept de résilience socioécologique, il plaide pour une approche systémique afin de réduire l'exposition aux risques et soutenir dans le même temps l'adaptation au climat et la gestion de l'environnement sur le moyen et long terme.

Au-delà de la théorie : la « résilience » au cœur de l'action humanitaire

Depuis environ une décennie, la notion de résilience suscite un enthousiasme croissant au sein du secteur humanitaire. La résilience est définie comme la capacité d'un système, une communauté ou une société exposée aux risques de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base⁷. De la même manière, la Croix-Rouge française, dans son rapport sur la résilience, définit la notion comme « la capacité d'une personne, d'une organisation, d'une société à prévenir et faire face à des difficultés, des chocs, et à évoluer suite à ceux-ci »⁸. La résilience est donc à la fois une fonction de la vulnérabilité d'un système et de sa capacité d'adaptation.

La notion possède par ailleurs une ambition forte, celle de relier les temporalités de l'urgence et du développement par cette idée de rebond et de transformation. Une porosité qui lui permet facilement de s'intégrer aux politiques et axes stratégiques de multiples acteurs, mais qui pose une limite quant à son évaluation. La résilience de quoi ? La résilience pour qui ?

Des recherches empiriques méritent dès lors d'être menées en complément, pour comprendre la complexité du gouvernement des catastrophes et les facteurs économiques, sociaux, politiques et culturels, qui contribuent autant à la vulnérabilité qu'à la résilience des populations.



© MOATTY - 2017

2. PERCEPTIONS, CONCEPTIONS ET MÉMOIRES DES CATASTROPHES

Pour être efficaces et atténuer les conséquences des catastrophes, les efforts des acteurs publics et de la société civile doivent être fondés sur une solide analyse des risques, mais aussi des perceptions, des conceptions et de la capacité des populations à pouvoir (re)trouver un équilibre.

Dans cette perspective, le géographe **Modou NDIAYE** a exploré en 2023 la perception du risque sanitaire et l'adaptation au changement climatique des populations de la Langue de Barbarie et des déplacés climatiques dans la région de Saint-Louis au Sénégal. Les résultats de sa recherche mettent en avant les effets négatifs du climat sur la santé des populations. Aujourd'hui plusieurs maladies dont la fréquence diminuait sont récurrentes et persistantes : le paludisme, l'asthme, les maladies diarrhéiques, la malnutrition aigüe due à la rareté des pluies, les rhumatismes, etc. La recherche révèle dans une autre mesure que les populations locales possèdent une solide compréhension de la dynamique du fleuve ainsi que du rôle des zones humides, des lacs et des lagunes dans la préservation de la faune et comme attractions touristiques. Toutefois, la Langue de Barbarie est considérée uniquement comme une entité fonctionnelle à caractère économique et les dynamiques systémiques de l'interface terre-mer sont peu valorisées par les populations locales.

Le chercheur rappelle que pour survivre aux aléas climatiques, les populations ont aussi développé des stratégies d'adaptation multiples comme la reconversion socioprofessionnelle ou encore la migration interne, qui reste une option fréquente. Une nouvelle situation humanitaire préoccupante aussi bien pour ces déplacés climatiques que pour les familles restées sur place.



Modou NDIAYE
Docteur en géographie

Vous voyez, dans le village il n'y a pas de structure sanitaire et ce n'est que très récemment que nous avons été rattachés à l'hydraulique et l'électricité grâce à nos propres cotisations (...). Cet espace où nous discutons est notre lieu de culte, vous voyez comment il est, c'est une baraque de fortune.»⁹

Témoignage issu des entretiens menés par le chercheur Modou NDIAYE

Dans le même esprit, le géologue **Yves MAZABRAUD** a étudié en 2021 les conceptions du risque face aux crises et la mémoire des catastrophes dans les Petites Antilles. En effet, ces territoires sont confrontés à des aléas très divers, comme les tremblements de terre, les éruptions volcaniques et les glissements de terrain, les sécheresses, les inondations, la montée du niveau marin, les tempêtes et les cyclones. Le modèle développé dans le cadre de sa recherche vise à identifier les meilleurs leviers d'apprentissage des individus. Les résultats montrent que les actions de prévention devraient tenir compte des différences de conception selon l'âge et le sexe. Par ailleurs, le chercheur constate que la transmission intergénérationnelle de la mémoire des crises et des événements passés est peu développée, ce qui rend difficile la sensibilisation des plus jeunes. De plus, l'auteur rappelle que la possibilité de risques en cascade dans les Petites Antilles est occultée par les populations.

La perception (qui relève des sens) comme la conception (dimension plus abstraite du rapport au monde) du risque sont influencées par des mécanismes de fabrication de la mémoire. À ce titre, **Francisca ESPINOZA**, psychologue et sociologue définit la mémoire des catastrophes comme un ensemble de représentations du passé reliées à un événement catastrophique. Constituée par des souvenirs et des oublis, vécus ou transmis, elle peut être appréhendée de manière individuelle et collective dans un processus de reconstruction permanent. Cette mémoire est porteuse d'enseignements sur les effets et les manières de prévenir ou réduire les impacts liés aux catastrophes contemporaines. Son potentiel d'action dépend des modalités qu'elle adopte : passive, active ou traumatique.

“ Par opposition aux modèles imposés de l'extérieur, la mémoire des catastrophes présente l'intérêt de contextualiser la résilience, en s'appuyant sur la connaissance de l'histoire des événements qui ont frappé les territoires concernés. Ce faisant, elle réconcilie les experts et les habitants, dans une reconnaissance mutuelle, qui dessine les bases d'une résilience co-construite, située et adaptée. »¹⁰

Parole de chercheuse Francisca ESPINOZA

Les résultats de sa recherche sur l'impact des cyclones à La Réunion en 2019 ont permis de mieux comprendre la mémoire des catastrophes dans sa complexité : sa courte durée, les modalités qu'elle peut adopter et surtout la nécessité de son entretien dans une démarche de prévention et de résilience proactive.

ZOOM CHERCHEUR

Pour une mémoire active qui influence le présent

La dimension psychologique semble parfois ignorée dans la gestion des conséquences d'une catastrophe. Le risque étant que ceux qui ont vécu cette expérience traumatique restent avec leur souffrance qui peut les perturber durablement. Or la mémoire de ces expériences traumatiques peut, si elle est entretenue, favoriser la construction d'une vraie résilience collective.

Francisca ESPINOZA, docteure en sociologie et membre de l'Institut pour l'histoire et la mémoire de catastrophes (IHMEC), en est convaincue et réussit à le démontrer en abordant des sujets aussi différents que la transmission de l'histoire du règne d'Augusto Pinochet au Chili dans la génération des enfants de la dictature ou encore la mémoire des catastrophes « naturelles » dans la population de l'île de La Réunion.

En témoignant des expériences traumatiques vécues, on participe à la construction d'une connaissance qui permet à la mémoire de chacun d'être au service de la résilience de tous, d'être un levier pour se préparer et anticiper les prochaines crises. Mais construire une mémoire active qui influence le présent nécessite de la maintenir vivante, de l'actualiser, de la mettre en scène. En cela, Francisca ESPINOZA insiste notamment sur le rôle des artistes, car **« il est primordial que les supports de la mémoire prennent des formes créatives, innovantes qui interpellent la population, et touchent précisément la dimension du sensible à travers l'art et la culture ».**



Francisca ESPINOZA
Docteure en sociologie

MIEUX AGIR

1. LE CLIMAT AU CARREFOUR DES VULNÉRABILITÉS : INSÉCURITÉ, POLLUTION ET CATASTROPHES EN CHAÎNE

Quand les aléas climatiques touchent des territoires déjà marqués par de multiples facteurs de vulnérabilités, ils produisent des catastrophes « en chaîne », où se conjuguent d'autres formes de crises. L'étude de ces phénomènes est importante pour les professionnels de l'humanitaire et de l'action sociale, afin de mieux se préparer, mais aussi pour agir sur l'ensemble de ces facteurs lorsqu'ils répondent à une crise.

À ce titre, la géographe **Cassandra REY-THIBAUT** mène en 2023 un projet de recherche qui consiste à réaliser un état de l'art et une analyse documentaire pour comprendre dans quelle mesure la gestion intégrée des catastrophes est présente ou peut être envisagée dans la gestion des épidémies et des pandémies. Son enquête détaille principalement les dispositifs, les pratiques et expériences concrètes de gestion des unes et des autres, pour comprendre comment ils sont susceptibles de s'aligner, voire de fusionner.

Dans le même ordre d'idée, la Fondation a accompagné la recherche menée en 2022 par le géographe **Cheikh FAYE** sur la résilience des populations face aux risques d'inondations à Ziguinchor (Sénégal). Dans un contexte d'explosion démographique, l'exposition des zones urbaines aux extrêmes hydrologiques se double d'une forte incertitude sur les trajectoires climatiques. Les risques deviennent alors multiples et peuvent générer diverses tensions sociales. Cette recherche explore les comportements des populations face aux inondations récurrentes en analysant leurs vulnérabilités et leurs capacités de résilience. Elle démontre qu'à mesure que la fréquence et l'intensité des catastrophes augmentent, le temps dont les personnes touchées disposent pour se relever entre deux épisodes devrait se réduire, et plusieurs catastrophes pourraient se produire en même temps, causant un effet cumulatif. Par ailleurs, l'auteur observe de nombreuses tensions sociales autour des ressources et une insécurité grandissante des familles quant à leur avenir sur ladite zone.

Enfin, la recherche menée en 2022 par **Dima EL KHOURI** sur la perception des risques et la cohésion sociale au Liban entre réfugiés syriens et population locale montre que pour les uns comme pour les autres, l'insécurité et la pollution sont des problématiques centrales qui viennent avant les inondations. Des problématiques qui soulèvent un enjeu sanitaire et de prévention, puisque « les communautés n'ont pas conscience de l'importance de préserver la rivière, ce qui entraîne un manque de gestion des déchets ».

Les résultats de sa recherche renforcent l'idée que les catastrophes ne sont pas seulement la conséquence d'un événement naturel, mais qu'elles sont également le produit de l'environnement socio-économique dans lequel survient cet événement. Les facteurs sociaux qui augmentent la vulnérabilité d'une population face aux catastrophes sont nombreux : la croissance démographique, la composition et la distribution de la population, la diversité sociale, etc. À cet égard, la recherche nous rappelle qu'il est essentiel de considérer le tissu social et économique des communautés dans les zones à risque pour renforcer leurs capacités et leur préparation face aux catastrophes. Les communautés et les individus, en particulier les plus vulnérables, doivent être placés au centre de cette approche holistique de la réduction des risques.

2. LOCAUX OU INTERNATIONAUX, PRIVÉS OU PUBLICS : QUI SONT LES ACTEURS DE LA RÉPONSE ?

Les catastrophes climatiques présentent des problèmes complexes, multidimensionnels qui n'ont pas de solution unique ou définitive. Pour y répondre, il est nécessaire d'avoir une approche holistique qui associe l'ensemble des personnes et institutions concernées.

C'est dans cette perspective qu'en 2018, l'anthropologue **Georges DJOHY** a mené une recherche sur les dynamiques de l'aide humanitaire dans les territoires inondés de l'extrême nord du Bénin. Une étude qui questionne les limites des actions menées par le gouvernement béninois et ses partenaires (agences de développement, ONG) pour aider les populations confrontées aux inondations survenues dans la zone agroécologique de cette région. Car, malgré les nombreux projets et ressources déployés, la situation s'aggrave, laissant une part croissante de la population locale dans la marginalité et la pauvreté.

Ce travail interroge notamment la pertinence de la localisation de l'aide humanitaire, au regard de la légitimité des acteurs impliqués. À travers l'exemple de deux villes régulièrement soumises à des inondations, le chercheur montre dans quelle mesure l'aide humanitaire est structurée autour des collectivités décentralisées, des ONG humanitaires et des bénéficiaires.



© Camille RALLON - Bangladesh

L'aide est ici envisagée à la fois comme une source de résilience pour les populations sinistrées, mais aussi comme un outil pouvant être détourné et drainé vers des espaces de pouvoir. Dans un contexte de transition humanitaire, et à la suite des engagements pris lors du sommet humanitaire mondial de 2016, l'auteur met en exergue les conséquences que pourrait susciter une localisation aveugle de l'aide, notamment avec l'émergence de « nouveaux pouvoirs au village » dans le Bénin rural.

À travers l'étude des perceptions des bénéficiaires sinistrés par les inondations, il s'attache à décrire comment certaines situations d'assistance peuvent donner lieu à une négociation d'espaces de liberté et de réappropriation de l'aide. Pour les bénéficiaires, les collectivités locales sont considérées comme des entités politiques et partisanes ne pouvant garantir des valeurs et une autonomie d'action propres aux « professionnels de l'humanitaire ».

Enfin, cette recherche met en avant que les sinistrés ne sont pas nécessairement réceptifs à l'idée d'une résolution définitive des problèmes d'inondations qui signifierait la fin de la distribution de l'aide ; d'où l'importance de coupler les interventions d'urgence à des projets de développement sur le long terme.

ZOOM CHERCHEUR

Le premier « agropologue »

Rapidement après la fin de son cycle d'ingénieur agronome, Georges DJOHY a ressenti le besoin de compléter sa formation, qu'il a satisfait par son grand intérêt pour les sciences humaines et sociales. **« Je me suis d'abord spécialisé en sociologie et économie rurales, avant de me passionner pour l'anthropologie, son objet, ses approches, ses méthodes, et d'avoir l'opportunité de faire une thèse à l'Institut d'anthropologie sociale et culturelle de l'Université de Göttingen en Allemagne ».**

Aujourd'hui, Georges DJOHY est convaincu des bienfaits de « dépasser le cloisonnement des disciplines pour avancer ». D'un point de vue scientifique d'abord, pour « mieux comprendre la situation des territoires ruraux confrontés aux risques climatiques, où l'agriculture et l'élevage sont les principales activités socio-économiques, et qui font face parfois à une convergence de risques et d'incertitudes (inondations, sécheresses, vents violents, incendies...) ». Mais aussi du point de vue de l'action humanitaire, « je veux être à la fois agronome et anthropologue », dit-il, « pour donner un visage humain, social à mes recherches sur les pratiques de l'aide humanitaire et les perceptions qu'en ont les populations à qui elles sont destinées ». « Pour cela je peux être considéré comme un "agropologue" ou un "anthroponome", je suis preneur ».



Georges DJOHY
Docteur en anthropologie

En 2017, **Christiane RAFIDINARIVO**, politiste, s'est intéressée quant à elle à l'étude d'un autre acteur local, étatique cette fois, à travers un projet de recherche portant sur le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes de Madagascar. Les résultats de sa recherche mettent en avant le fait que les familles, les communautés et les organisations locales sont non seulement les premières à réagir, mais qu'elles jouent aussi un rôle vital dans l'adaptation à des risques croissants. Il est essentiel de comprendre les dirigeants locaux et d'intégrer les points de vue des communautés dans les processus locaux et nationaux de planification, en particulier ceux des groupes les plus vulnérables aux risques climatiques. Cependant, si le recueil des connaissances locales est primordial, il ne doit pas occulter une réflexion plus globale sur la localisation de l'aide dans un contexte de crise mondiale comme celle du climat dont les phénomènes extrêmes frappent des régions encore plus durement qu'auparavant.

Poursuivant le même objectif d'étudier les nouvelles manières « de faire » de l'humanitaire, **Mariama NOUHOU KOUTCHA** a étudié en 2018 un dispositif innovant mis en œuvre en Afrique de l'ouest pour assurer les populations face aux aléas climatiques. S'intéressant aux conséquences des sécheresses récurrentes au Niger, sa recherche nous rappelle que l'assurance reste le mécanisme de gestion des risques climatiques qui a été le plus étudié dans la littérature. Elle démontre que les attributs de l'aide d'urgence les plus importants pour les agriculteurs sont ses caractéristiques quantitatives : somme d'argent et quantité de céréales. De façon plus surprenante, la rapidité avec laquelle l'aide est apportée est aussi valorisée, la relative modestie d'une quantité d'argent ou de vivres pouvant être compensée par la vitesse de sa distribution. Par ailleurs, les agriculteurs semblent aussi préférer les organismes internationaux (ONG internationale et UN) à l'État et aux ONG nationales.

Les travaux de Mariama NOUHOU KOUTCHA nous éclairent aussi sur d'autres réalités : les agriculteurs interrogés sont en majorité favorables à une assurance contre le risque de sécheresse, leur intérêt augmente avec ce risque et ils perçoivent ce risque en fonction de leur niveau d'éducation. Cependant une telle assurance est encore trop chère pour eux et ils ne sont pas prêts à s'acquitter des prix demandés sur le marché. La chercheuse explore alors la possibilité d'une aide humanitaire spécialisée dans l'accès à l'assurance.

ET DEMAIN ?



Entretien avec...

Sandrine REVEL
Docteure en anthropologie

Sandrine REVEL est docteure en anthropologie de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine. Lauréate d'un prix de recherche de la Fondation en 2019, elle est aujourd'hui membre de son conseil scientifique. Elle est spécialiste de l'étude des acteurs et des dynamiques sociales ou politiques à l'œuvre dans le processus des catastrophes « naturelles ».

Comment l'anthropologie des catastrophes se différencie-t-elle des autres approches de l'étude des catastrophes ?

L'anthropologie a permis historiquement de questionner la qualification même de ce qu'est une catastrophe. Les anthropologues se sont intéressés à la façon dont les sociétés qualifient certains événements comme des catastrophes, sans se limiter à des critères purement quantitatifs comme le nombre de victimes ou l'ampleur des dégâts. Ainsi, ils ont permis de sortir d'un bilan purement chiffré, pour prendre en compte la diversité des perceptions et des interprétations que les sociétés et les groupes ont de l'événement. L'anthropologie permet également d'élargir le spectre des recherches en incluant non seulement les populations et acteurs locaux, mais aussi la diversité des acteurs de l'humanitaire, les médias, les entreprises, les acteurs politiques, etc.

Comment l'anthropologie des catastrophes utilise-t-elle les perspectives culturelles pour comprendre les réponses des communautés aux catastrophes ?

Certains anthropologues utilisent une lecture culturaliste pour comprendre les réponses que les personnes et les communautés mettent en œuvre face aux catastrophes. Cependant, cette approche par la « culture du risque » ne doit pas occulter les questions politiques, économiques et sociales. Il est important de ne pas réduire les réponses des communautés à leur culture, car cela peut masquer des problèmes de choix ou de non-choix, d'inégalités ou encore de ressources. La place de l'État est ainsi également cruciale dans la compréhension des réponses des sociétés aux catastrophes. Les ressources disponibles et l'organisation de la société ont un impact important sur les réponses des communautés.

Il est important de comprendre que les personnes peuvent à la fois s'appuyer sur des ressources culturelles pour donner du sens à ce qu'ils traversent et mettre en place des mesures qui réduisent les risques à l'avenir. Par exemple, on peut tout à fait expliquer la catastrophe comme étant le résultat d'une punition divine et en même temps prendre des mesures de prévention, construire des ouvrages de protection ou participer à des exercices de préparation. C'est justement ce que montrent les travaux des anthropologues qui décrivent finement la complexité des situations locales.

Selon vous, quels sont les grands défis et enjeux auxquels les chercheurs en sciences sociales devront apporter des réponses dans les années à venir ?

Les chercheurs en sciences sociales sont, comme tout le monde, face à de grands défis. Tout d'abord, il est important de se pencher sur la matérialité des événements, notamment en ce qui concerne les catastrophes. Les sciences sociales ont eu tendance à ne considérer ces événements que comme des phénomènes sociaux, mais il est crucial de comprendre aussi la manière dont la matérialité des phénomènes influence les réponses des acteurs de l'aide ou les perceptions des personnes.

La matérialité des catastrophes fait référence à la façon dont les événements catastrophiques, tels que les catastrophes naturelles ou technologiques, ont un impact tangible sur les personnes, les

communautés et les environnements physiques. Cela comprend les pertes matérielles, les dommages aux infrastructures, la destruction des habitats naturels et les changements dans les conditions environnementales. Pour y parvenir, les chercheurs en anthropologie des catastrophes pourraient s'inspirer du tournant actuel que prennent certaines sciences sociales, en étant attentives à cette matérialité. Prendre en compte la façon dont l'eau se comporte lors d'une inondation ou la coulée de lave se répand lors d'une éruption volcanique est important pour comprendre ce qui se produit sur le territoire.



© Dominica Red Cross - IFRC

RÉFÉRENCES

¹ International Institute of Social Studies, When disaster meets conflict, Projet de recherche 2015-2020. Consulté sur <https://www.iss.nl/en/research/research-projects/when-disaster-meets-conflict>.

² FICR, World Disasters Report, 2022 (rapport sur les catastrophes dans le monde) <https://www.ifrc.org/fr/document/rapport-sur-les-catastrophes-dans-monde-2022>.

³ Banque Mondiale, « Gestion du risque de catastrophe », Comprendre la pauvreté. 2023. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/disasterriskmanagement/overview>.

⁴ REVET, Sandrine « La résilience ne doit pas servir à exonérer l'action publique de ses responsabilités ». Entretien Fondation Croix-Rouge Française. Décembre 2021. <https://www.fondation-croix-rouge.fr/%E2%80%89la-resilience-ne-doit-pas-servir-a-exonerer-laction-publique-de-ses-responsabilites%E2%80%89/>.

⁵ ABDU ALOU, Adam, « S'appuyer sur les caractéristiques socioculturelles pour éviter les pièges à pauvreté et renforcer la résilience de la population de la ville de Niamey aux inondations ». Rapport final. Fondation Croix-Rouge française. 2021, pp.21.

⁶ MOATTY, Annabelle, « La reconstruction comme opportunité ? Vulnérabilités et solidarités après le cyclone Irma à Saint-Martin (Antilles françaises) ». Paroles de chercheurs - 2022. Fondation Croix-Rouge française. 2022.

⁷ Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (UNISDR), Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe, 2009.

⁸ Croix-Rouge française et CREDOC, Rapport annuel sur la résilience, 2023.

⁹ NDIAYE, Modou « Perception du risque sanitaire et adaptation au changement climatique des populations de la Langue de Barbarie (Saint-Louis du Sénégal) ». Les papiers de la Fondation. En cours de publication. 2023, pp.19.

¹⁰ ESPINOZA, Francisca « La mémoire des catastrophes, un levier pour la résilience collective ? Perspectives psychosociales de la résilience à La Réunion ». Paroles de chercheurs - 2022. Fondation Croix-Rouge française. 2022.

■ Références issues de la Fondation Croix-Rouge française

LISTE DES PAPIERS DE LA FONDATION

DJOHY Georges, « Transition humanitaire et localisation de l'aide au Bénin : enjeux des perceptions et pratiques des bénéficiaires », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°23, Avril 2019.

ESPINOZA Francisca, « La mémoire de catastrophes un levier pour la résilience collective ? Perspectives psychosociales de la résilience à La Réunion », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°45, Décembre 2022.

NOUHOU KOUTCHA Mariama, « Évaluation par les populations des dispositifs de gestion des risques climatiques : le cas de la sécheresse au Niger », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°26, Septembre 2019.

MOATTY Annabelle, « La reconstruction comme opportunité ? Vulnérabilités et solidarités après le cyclone Irma à Saint-Martin (Antilles françaises) », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°44, Décembre 2022.

RAFIDINARIVO Christiane, RALAMBOSON Hantsa et RANAIVOARIVELO Marie-Donna, « Transition politique et transition humanitaire : analyse politique comparée de la transition financière », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°10, Février 2017.

SAMBOU Djiby, FALL Aïdara Chérif Amadou Lamine, MBAYE Mamadou Lamine, DIALLO Mamadou Aguibou, « Résilience socio-écologique des communautés vulnérables du delta du fleuve Sénégal face aux changements climatiques », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°29, Février 2020.

YMBA Maïmouna, « Analyse des effets des îlots de chaleur urbains sur la santé des populations de la ville d'Abidjan (Côte d'Ivoire) », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°46, Décembre 2022.